

STOP À LA BARBARIE DU RÉGIME DES FRONTIÈRES

Malgré le discours prétendument solidaire et engagé de la ville de Strasbourg, les conditions d'accueil des migrant.e.s à Strasbourg sont critiques à l'image des campements de survie qui sont obligés de se former comme ceux du parc des Glacis ou des Cannoniers.

En fuyant la guerre, la misère et la pauvreté organisées par les restructurations néolibérales imposées par les organisations internationales et renforcées par le réchauffement climatique, les migrantEs pensent trouver en France une protection. Pourtant, en arrivant dans notre ville, iEls s'aperçoivent rapidement que leur périple est loin d'être fini : Dénuement matériel et financier, absence d'hébergement, harcèlement policier, déni d'accès aux soins médicaux et psychiatrique rythment leur quotidien. Le 25 mai dernier, c'est Habib Soroush, un jeune afghan de 21 qui se suicidait au camp du glacis, derrière la gare, après avoir erré dehors sans assistance pendant des mois. Pire, les migrant.e.s plac.e.s dans la procédure Dublin, véritable prison à ciel ouvert, vivent des situations encore plus difficiles.

Le calvaire vécu par Ali Alsidiik, migrant soudanais originaire du Darfour et demandeur d'asile à Strasbourg est un exemple caractéristique de la morbidité et de l'irrationalité de ce système : En France depuis fin 2017, sa demande d'asile n'a toujours pas été examinée. Après avoir été déporté en Italie au mois de février 2019 suite à une arrestation en préfecture, il s'est à nouveau fait arrêter le 5 septembre en se rendant à un rdv en préfecture et a été placé en rétention. Il est aujourd'hui menacé une nouvelle fois d'un renvoi vers l'Italie, alors même que les autorités italiennes ne veulent pas de son retour et le laisseront retourner en France dès son arrivée. Entre temps, il aura passé à nouveau jusqu'à 90 jours en prison et devra recommencer son (trop) long parcours de demandeur d'asile.

Ces pratiques arbitraires et déloyales des préfectures qui envoient des convocations et font des arrestations surprise, qui assignent à résidence pour pouvoir déclarer les migrant.e.s « en fuite » et les priver de leur droit doivent cesser immédiatement.

NOUS EXIGEONS :

- LA LIBÉRATION IMMÉDIATE D'ALI ALSIDIK ET LA PRISE EN CHARGE DE SA DEMANDE D'ASILE PAR LA FRANCE**
- L'ARRÊT IMMÉDIAT DES PRATIQUES DÉLOYALES D'ARRESTATION EN PRÉFECTURE**
- LA FERMETURE DU CENTRE DE RÉTENTION DE GEISPOLSHHEIM**
- LA FIN DU SYSTÈME INIQUÉ ET INHUMAIN APPELÉ PROCÉDURE DUBLIN ET DE TOUS LES DISPOSITIFS EUROPÉENS DE RENFORCEMENT DES FRONTIÈRES**

POURQUOI NOUS MARCHONS ENSEMBLE

Aujourd'hui les effets du réchauffement climatique se font de plus en plus visibles que ce soit en Europe suite à un été où les températures ont battu des records, ou dans les pays du Sud où les températures de même atteignent des températures extrêmes, où l'impact des phénomènes naturels comme les cyclones est de plus en plus important, et où les populations indigènes du Brésil doivent se déplacer pour échapper à la destruction de la forêt amazonienne.

Les mobilisations contre la crise climatique prennent de l'ampleur : que ce soit les jeunes en grève scolaire, les différents mouvements pour l'écologie et la justice sociale (comme XR, ANV COP 21 ou Youth for climate), ils sont en colère et nomment les responsables. Le réchauffement climatique et les extinctions massives d'espèces animales sont dûs aux agissements de celles et ceux qui cherchent à faire toujours plus de profit en sacrifiant les intérêts à long terme de la planète et de ses habitant.e.s. L'immense majorité d'entre nous subit la destruction des espaces naturels, les conséquences de méga-projets inutiles et pollués, la pollution de l'air et des océans, qui nous été imposés par les choix des décideurs.

Nos manières d'interagir avec l'environnement ne sont pas les mêmes pour tout le monde : elles sont déterminées par notre place dans la société mondiale ! Selon l'Onu, en 2015 ce sont quasiment 200 millions de personnes issues de 113 pays qui ont dû s'exiler suite à une catastrophe climatique. Les migrant.es deviennent sans-papiers lorsqu'ils quittent leur pays, un phénomène qui ne fera que s'accroître avec la montée des eaux, la destruction des territoires, l'aridité des sols, les phénomènes climatiques extrêmes. Parmi ces exilés, les précaires sont les plus touchés: les femmes, les jeunes, qui ont le plus haut degré de mortalité et qui subissent davantage les conséquences économiques des catastrophes.

Les pays les plus impactés par le réchauffement climatique sont souvent les moins producteurs de déchets et d'émissions de CO2.. Les véritables responsables sont les gros pollueurs et les mêmes gouvernements qui vendent des armes, provoquent partout l'instabilité, pillent les ressources pour ensuite refuser l'accueil à leurs victimes qui sont condamnées à une vie d'errance, sans papiers, sans logement, sans accès au travail, sans droits, dans un processus de destruction tant de la dignité humaine que de la planète. Nos gouvernements parlent de crise migratoire alors que les migrations, climatiques ou pas, sont un phénomène aussi ancien que les sociétés humaines. Les frontières et les murs ne sont pas naturels !

FACE À LA CRISE CLIMATIQUE ET À LA CRISE HUMANITAIRE, LUTTONS CONTRE CE SYSTÈME QUI CONSTRUIT TANTÔT DES FRONTIÈRES COMME DES MÉGA-PROJETS, ET ORGANISONS-NOUS, MIGRANT.ES, SANS-PAPIERS, GRÉVISTES DU CLIMAT, AINSI QUE TOUS.TES LES EXPLOITÉ.ES, CONTRE CE SYSTÈME QUI DÉTRUIT LA PLANÈTE ET BROIE LES ÊTRES HUMAINS !

Signataires :

Collectif "D'ailleurs Nous Sommes d'Ici" 67, Solidaires Alsace, UJFP Alsace, NPA 67, France Insoumise Strasbourg, EELV Alsace, Attac Strasbourg, La Carriole, FSU 67